

Ritualisation Du Pouvoir Et Légitimation Discursive: Analyse Du Discours De Prestation De Serment Du Président Paul Biya (6 Novembre 2025)

Ritualization of Power and Discursive Legitimation: An Analysis of President Paul Biya's Swearing-in Speech (6 November 2025)

Dr. FABILOU

Enseignant chercheur à la FSJP de l'Université de Ngaoundéré
Lecturer-Researcher in the Department of Political Science at the University of Ngaoundéré
fabilou1@gmail.com
ORCID: 0000-0002-7534-3097

Makale Bilgisi / Article Information

Makale Türü / Article Types: Araştırma Makalesi / Research Article

Geliş Tarihi / Received: 19.11.2025

Kabul Tarihi / Accepted: 20.12.2025

Yayın Tarihi / Published: 30.12.2025

Yayın Sezonu / Pub Date Season: Aralık / December

Cilt / Volume: 3 • **Sayı / Issue:** 2 • **Sayfa / Pages:** 167-193

Atıf / Cite as

FABILOU. (2025). Ritualisation Du Pouvoir Et Légitimation Discursive: Analyse Du Discours De Prestation De Serment Du Président Paul Biya (6 Novembre 2025). *Disiplinlerarası Afrika Çalışmaları Dergisi*, 3/2, 167-193

Doi: 10.5281/zenodo.18057024

İntihal / Plagiarism

Bu makale, en az iki hakem tarafından incelendi ve intihal içermediği teyit edildi.
This article has been reviewed by at least two referees and scanned via a plagiarism software.

Yayın Hakkı / Copyright®

Disiplinlerarası Afrika Çalışmaları Dergisi uluslararası, bilimsel ve hakemli bir dergidir. Tüm hakları saklıdır.
Journal of Interdisciplinary African Studies is an international, scientific and peer-reviewed journal.
All rights reserved

Résumé: L'élection présidentielle d'octobre 2025 au Cameroun et la prestation de serment du Président Paul Biya le 6 novembre 2025 constituent un moment clé de ritualisation du pouvoir et de légitimation discursive. Cet article examine comment le discours de prestation de serment construit et reproduit la légitimité présidentielle à travers des procédés rhétoriques, des références institutionnelles et un ethos de continuité. L'analyse mobilise une approche critique du discours (Fairclough, 1992), enrichie par les notions de « masque du pouvoir » (Charaudeau, 2005) et de pouvoir symbolique dans la postcolonie (Mbembe, 2000). Le discours est étudié sous deux axes: la mise en scène du pouvoir et l'énonciation présidentielle, et le discours programmatique, portant sur la démocratie, la moralisation et le développe-

ment économique. Les résultats montrent que la prestation de serment consolide le pouvoir en combinant rituel institutionnel, promesse de développement et discours de continuité plutôt qu'en initiant une rupture politique.

Mots-clés: Biya, légitimation, rituel politique, discours présidentiel, postcolonie, continuité.

Abstract: The October 2025 presidential election in Cameroon and President Paul Biya's swearing-in on 6 November 2025 represent a key moment of power ritualization and discursive legitimation. This article examines how the inaugural speech constructs and reinforces presidential legitimacy through rhetorical strategies, institutional references, and an ethos of continuity. The study employs critical discourse analysis (Fairclough, 1992), complemented by the concepts of the "mask of power" (Charaudeau, 2005) and symbolic power in the postcolony (Mbembe, 2000). The speech is analyzed along two axes: the staging of power and presidential enunciation, and the programmatic discourse addressing democracy, moralization, and economic development. Findings indicate that the swearing-in ceremony consolidates authority by combining institutional ritual, development promises, and continuity discourse rather than signaling a political rupture.

Keywords: Biya, legitimation, political ritual, presidential discourse, postcolony, continuity.

Introduction

Au Cameroun, l'élection présidentielle d'octobre 2025 et la prestation de serment du Président Paul Biya le 6 novembre 2025 s'inscrivent dans une trajectoire politique longue, caractérisée par une continuité institutionnelle et une forte personnalisation du pouvoir. Depuis l'accession de Paul Biya à la présidence en 1982, le pays a connu une stabilité institutionnelle relative, articulée autour d'une centralisation du pouvoir exécutif, mais confrontée à des légitimités contestées dans certains segments de la société (Nguijol, 2024, p. 112115). Cette continuité, qui se manifeste par des successions présidentielles marquées par le maintien des cadres institutionnels et l'héritage de pratiques politiques anciennes, coexiste avec des attentes citoyennes renouvelées, notamment de la part d'une jeunesse urbaine nombreuse, confrontée au chômage et aux inégalités persistantes, et qui revendique une participation accrue aux affaires publiques.

Dans ce contexte, le discours de prestation de serment se présente comme un moment ritualisé et hautement symbolique du pouvoir. Loin de se réduire à un simple acte juridique ou protocolaire, il constitue un temps fort où l'État renouvelle le lien symbolique entre le chef de l'État, les institutions et le peuple. Selon Charaudeau (2005, p. 256), ce type de discours fonctionne comme un « masque du pouvoir », permettant de sacraliser l'autorité et de stabiliser la perception sociale du leadership. De la même manière, Mbembe (2000, p. 4546) souligne que dans les contextes postcoloniaux, les rituels politiques structurent

les rapports sociaux et renforcent la légitimité symbolique de l'autorité, en particulier lorsque celle-ci s'inscrit dans la continuité d'un régime établi.

La question centrale qui guide cette étude est la suivante: comment le discours de prestation de serment contribue-t-il à la légitimation du pouvoir présidentiel à travers des dispositifs discursifs et symboliques ? Plus précisément, en quoi le serment, par sa solennité et son contenu discursif, participe-t-il à la reproduction de l'ordre politique existant plutôt qu'à une rupture institutionnelle ou sociale ? Cette interrogation s'inscrit dans le cadre plus large des études sur le pouvoir symbolique, l'autorité rituelle et les stratégies discursives dans les régimes postcoloniaux (Mbembe, 2000, p. 4590; Charaudeau, 2005, p. 256260).

L'hypothèse de travail avancée est que le discours du 6 novembre 2025 ne constitue pas un tournant radical dans la vie politique camerounaise, mais s'inscrit dans une stratégie de légitimation articulant trois dimensions principales: (i) le rituel institutionnel et la solennité du serment, (ii) la promesse de développement économique et social, et (iii) la mise en scène d'une continuité politique et d'une stabilité assumée. Autrement dit, le pouvoir est légitimé non seulement par la loi et les institutions, mais également par la rhétorique de la stabilité, de l'éthique et de l'avenir, selon des procédés discursifs analysés dans la littérature sur le pouvoir et la communication politique (Fairclough, 1992, p. 3841; Van Dijk, 1998, p. 73).

Pour analyser ces dimensions, cette étude mobilise une approche d'Analyse Critique du Discours (ACD) (Fairclough, 1992, p. 7580), complétée par les concepts de masques du pouvoir (Charaudeau, 2005, p. 256260) et de pouvoir symbolique en postcolonie (Mbembe, 2000, p. 4590). Le corpus principal est constitué du discours de prestation de serment du 6 novembre 2025, examiné selon plusieurs axes: la structure formelle, les thématiques dominantes, les procédés rhétoriques (inclusion, futurisation, moralisation) et les fonctions de légitimation vis-à-vis des institutions et du peuple. L'approche adoptée permet de relier la forme discursive aux effets de pouvoir et de légitimation, tout en tenant compte du contexte politique et social camerounais.

La revue de littérature montre que les discours présidentiels dans les régimes postcoloniaux africains remplissent plusieurs fonctions complémentaires: ritualisation du pouvoir, consolidation de la légitimité, moralisation sociale et projection d'un programme politique (Charaudeau, 2005; Fairclough, 1992; Van Dijk, 1998; Mbembe, 2000; Sithole, Nguijol & Micozzi, 2024). Ces travaux soulignent que les actes de langage politiques ne se limitent pas à transmettre des messages, mais constituent des performativités (Austin, 1962) qui modèlent la perception de l'autorité et la relation entre l'État et le citoyen.

L'analyse proposée se structure en deux grandes parties: La mise en scène du pouvoir et l'énonciation présidentielle: cette partie examine la dimension

rituelle du serment, l'ethos présidentiel et les procédés d'inclusion symbolique du peuple dans le discours. Elle se décline en deux sous-parties: (i) le serment comme rituel institutionnel et (ii) la posture d'énonciation et l'ethos du chef d'État. Le discours programmatique: légitimation par l'agenda politique: cette partie analyse le discours comme programme politique articulant développement économique, modernisation sociale et moralisation publique, qui servent de leviers de légitimation. Elle se compose également de deux sous-parties: (i) la démocratie, la moralisation et l'ordre social et (ii) le développement économique et l'ouverture internationale comme promesses d'émergence.

Cette structuration permet de lier le texte à son contexte, d'évaluer les stratégies de légitimation et de mettre en évidence la manière dont la solennité, la rhétorique et les promesses politiques s'articulent pour renforcer le pouvoir présidentiel dans un cadre postcolonial.

I. La mise en scène du pouvoir et l'énonciation présidentielle

La prestation de serment du Président Paul Biya le 6 novembre 2025 constitue un moment central dans la ritualisation du pouvoir exécutif au Cameroun. Au-delà de sa dimension strictement protocolaire, ce discours joue un rôle essentiel dans la construction et la stabilisation de l'autorité présidentielle, en articulant des éléments symboliques, éthiques et institutionnels. Il ne s'agit pas seulement d'annoncer un mandat ou un programme, mais de sceller la légitimité du pouvoir par le recours à des procédés discursifs qui engagent à la fois l'énonciateur et le public dans un récit commun de continuité, de responsabilité et de promesse d'avenir.

Ce discours opère à plusieurs niveaux. Tout d'abord, il réaffirme la centralité des institutions républicaines, en insistant sur la fidélité à la Constitution, le respect des lois et la place de l'Assemblée nationale et du futur Sénat dans le système politique camerounais. Ensuite, il met en avant l'ethos présidentiel, fondé sur la continuité, l'expérience et la maîtrise des affaires publiques, ce qui contribue à sacraliser le rôle du chef de l'État dans l'imaginaire collectif. Enfin, il combine des procédés d'inclusion et de mobilisation symbolique, comme l'usage du pronom « nous » et l'appel répété au « peuple camerounais », pour renforcer l'adhésion à l'ordre politique existant (Charaudeau, 2005, p. 256258; Fairclough, 1992, p. 7274; Mbembe, 2000, p. 4547).

Cette partie analysera ces dimensions à travers deux sous-parties principales: Le serment comme rituel institutionnel, qui examinera la dimension performative et solennelle du discours, ainsi que la fonction de stabilisation symbolique du pouvoir. La posture d'énonciation et l'ethos du chef d'État, qui mettra en lumière les stratégies discursives de légitimation personnelle, la construction identitaire du président et la mobilisation du peuple comme acteur symbolique.

En adoptant cette approche, il s'agira de montrer comment le discours de prestation de serment combine ritualisation, symbolique et rhétorique politique pour consolider la légitimité présidentielle dans un contexte de continuité institutionnelle et de légitimité contestée.

A. Le serment comme rituel institutionnel

La prestation de serment présidentielle constitue un rituel fondamental dans la consolidation du pouvoir exécutif, inscrivant l'autorité du chef de l'État dans une tradition juridique et symbolique reconnue par la Constitution. Comme le souligne Van Dijk (1998, p. 7375), les rituels politiques ne sont pas de simples formalités: ils servent à créer et renforcer la légitimité sociale du pouvoir, en orchestrant une mise en scène qui engage à la fois l'énonciateur et la communauté politique.

Dans le cas du discours du 6 novembre 2025, le serment remplit plusieurs fonctions: Il ritualise la continuité institutionnelle, en rappelant l'attachement du président aux lois fondamentales et au fonctionnement des institutions républicaines (Constitution camerounaise, art. 7). Il produit un effet symbolique de légitimation, en transformant la parole présidentielle en acte performatif, c'est-à-dire en acte qui fait exister la légitimité qu'il proclame (Austin, 1962, p. 68; Charaudeau, 2005, p. 256258). Il mobilise le public en l'intégrant dans un récit commun de stabilité et de continuité, à travers des procédés discursifs tels que l'inclusion collective (« nous », « le peuple camerounais ») et l'appel à des valeurs partagées comme la paix, la moralité publique et la responsabilité civique (Fairclough, 1992, p. 7274).

Cette analyse distinguera deux sous-dimensions majeures pour saisir la fonction rituelle du serment: La solennité et la performativité du serment, qui explorera la manière dont le cadre cérémoniel, la forme de l'énoncé et la référence aux institutions renforcent la légitimité du pouvoir exécutif. L'effet symbolique et mobilisateur, qui examinera comment le discours construit une communauté politique symbolique, consolide la continuité du régime et préfigure les engagements du président pour son mandat.

En adoptant cette perspective, il sera possible de montrer que le serment n'est pas un simple acte formel; il constitue un rituel structurant du pouvoir, articulant droit, symbolique et rhétorique pour produire et reproduire la légitimité présidentielle dans le contexte camerounais contemporain.

1. Le cadre légal et symbolique du serment

Le discours de prestation de serment du Président Paul Biya s'ouvre par une invocation explicite de l'article 7 de la Constitution camerounaise, qui dispose que le Président de la République prête serment devant « le peuple camerounais ». Cette référence initiale ne se limite pas à une simple formalité juridique:

elle confère au discours une dimension solennelle et institutionnelle dès les premiers mots, inscrivant immédiatement l'énonciateur dans la légalité et la tradition républicaine. Selon Charaudeau (2005, p. 256257), un tel recours à la norme constitutionnelle fonctionne comme un ancrage institutionnel, permettant de transformer un acte verbal en acte performatif qui produit et stabilise la légitimité du pouvoir exécutif.

L'énoncé du serment devant le peuple, plutôt que devant une simple assemblée de dignitaires ou de fonctionnaires, évoque la souveraineté populaire, en plaçant la légitimité présidentielle au niveau de la communauté nationale. Cette opération rhétorique répond à un double objectif: d'une part, elle réaffirme le respect des procédures légales et la continuité institutionnelle, et d'autre part, elle installe une relation symbolique directe entre le président et le peuple, conférant à l'acte une dimension éthique et morale (Fairclough, 1992, p. 7274).

Sur le plan discursif, l'usage de cette référence constitutionnelle constitue également une stratégie d'objectivation du pouvoir, en donnant à la parole présidentielle un fondement légal indiscutable. Van Dijk (1998, p. 7375) souligne que les discours politiques qui invoquent explicitement la loi ou la Constitution cherchent à neutraliser toute contestation légitime de l'autorité, en ancrant le pouvoir dans des normes socialement reconnues. Dans le contexte camerounais, où la légitimité présidentielle peut être contestée dans certaines franges de la société, cet appel à la Constitution fonctionne comme un marqueur de légitimité incontestable, minimisant les tensions et renforçant l'adhésion formelle de la population.

Enfin, cette référence inaugurale contribue à ritualiser le pouvoir, en transformant le discours en un moment solennel de passage, où la parole présidentielle devient un acte symbolique de continuité et de stabilité. Mbembe (2000, p. 4547) montre que, dans les sociétés postcoloniales, les rituels politiques (tels que le serment ou la proclamation des résultats électoraux) ne servent pas uniquement à codifier la légalité, mais aussi à produire une légitimité symbolique et morale, en reliant la figure du dirigeant à la mémoire institutionnelle et à l'imaginaire collectif.

Ainsi, en invoquant l'article 7, le président Paul Biya ne se contente pas de respecter la norme légale; il met en scène la légitimité de son pouvoir, stabilise le lien avec les institutions et le peuple, et transforme un acte juridique en un rituel performatif porteur de sens politique et symbolique. Cette opération inaugure le discours et prépare le terrain pour les autres stratégies discursives qui seront développées tout au long de la prestation de serment, notamment la mise en avant de l'ethos présidentiel et l'appel à la responsabilité civique.

2. Le pouvoir performatif et la dimension solennelle

La prestation de serment du Président Paul Biya, prononcée le 6 novembre 2025, constitue un acte politique à forte performativité, qui combine des dimensions juridiques, symboliques et discursives pour consolider la légitimité présidentielle. Selon Austin (1962, p. 68), un acte performatif n'est pas seulement énonciatif: il accomplit ce qu'il énonce. Dans le cas du serment présidentiel, le « je » solennel de l'énonciateur ne se limite pas à décrire ses obligations; il instaure juridiquement et symboliquement l'autorité présidentielle devant l'ensemble de la communauté nationale. Ce caractère performatif se manifeste dès l'ouverture du discours, avec la référence explicite à l'article 7 de la Constitution camerounaise, selon lequel le président prête serment devant « le peuple camerounais ». Cette mention n'est pas anodine: elle ancre l'acte dans un cadre légal et institutionnel reconnu, transformant l'énoncé en acte d'obéissance à la loi et d'adhésion aux normes républicaines (Charaudeau, 2005, p. 256257).

Le recours au référent constitutionnel fonctionne également comme un ancrage institutionnel, qui stabilise le pouvoir dans un contexte où la légitimité politique peut être perçue comme contestable. Van Dijk (1998, p. 7375) souligne que la citation explicite de normes légales dans le discours politique permet de neutraliser les contestations potentielles et de projeter l'image d'un pouvoir fondé sur la légalité et non sur l'arbitraire. En invoquant l'article 7, le président inscrit son mandat dans la tradition républicaine et rappelle que son autorité est légitimée par le peuple, même si cette légitimité peut être socialement disputée. La solennité de l'énoncé, amplifiée par la référence à la Constitution et par le cadre cérémoniel du serment, transforme le discours en rituel institutionnel à haute valeur symbolique.

La solennité du serment repose sur des procédés rhétoriques et linguistiques précis qui renforcent la dimension performative de l'acte. Le passage du « je » au « nous », avec des formules comme « tous ensemble », constitue une stratégie d'inclusion qui relie le président au peuple et transforme l'acte individuel en un engagement collectif (Fairclough, 1992, p. 7274). Cette alternance entre le singulier et le pluriel a pour effet de mobiliser symboliquement la communauté nationale, en donnant à chaque citoyen le sentiment d'être partie prenante du projet présidentiel. La performativité n'est donc pas seulement juridique: elle devient sociale et morale, puisqu'elle engage la responsabilité collective dans la continuité de l'État.

Par ailleurs, le discours utilise des formules solennelles et codifiées, caractéristiques des rituels politiques. Les expressions telles que « prêter serment devant le peuple camerounais », « haute valeur symbolique », ou « fidélité absolue aux institutions de la République », répètent et renforcent le caractère cérémoniel de l'acte, conférant à la parole présidentielle une gravité rituelle (Mbembe, 2000,

p. 4547). Ces énoncés fonctionnent comme des marqueurs de solennité, qui signalent à l'audience l'importance historique et morale du moment. La répétition des termes liés à la fidélité, à la responsabilité et à l'engagement moral transforme le serment en un rituel performatif, capable de produire de la légitimité par la seule force de la parole.

La dimension performative est également renforcée par la structure progressive du discours. Le président commence par la reconnaissance du cadre légal et institutionnel, puis enchaîne avec la réaffirmation de son engagement personnel et de sa responsabilité morale. Cette progression, de l'énoncé juridique à la promesse morale, crée un effet de solennité croissante, conduisant l'audience de la simple formalité à la perception d'un acte symbolique fondateur.

Au-delà de la dimension juridique, le serment fonctionne comme un rituel de normalisation et de sacralisation du pouvoir, selon la typologie développée par Charaudeau (2005, p. 256258). En transformant l'autorité présidentielle en un objet discursif solennel et moral, le rituel contribue à institutionnaliser le pouvoir tout en lui donnant une aura de légitimité symbolique. Cette double fonction – normalisation et sacralisation – est essentielle dans le contexte camerounais contemporain, où la longévité du président et la personnalisation du pouvoir peuvent susciter des interrogations sur la légitimité démocratique. Le serment agit alors comme un dispositif de stabilisation: il réaffirme que le pouvoir repose sur la loi, sur l'institution et sur la responsabilité morale, et non sur l'arbitraire ou l'exercice personnel du pouvoir.

Le discours procède également à une symbolisation de l'unité nationale, par le biais d'un langage inclusif et mobilisateur. L'usage répétitif du pronom « nous », associé à des valeurs partagées comme la paix, la solidarité et la responsabilité civique, contribue à faire du peuple un acteur symbolique du pouvoir. Cette opération permet de lier le chef de l'État et la communauté nationale, produisant ainsi une légitimité qui est à la fois juridique, symbolique et sociale (Van Dijk, 1998, p. 7375; Mbembe, 2000, p. 4647).

La dimension morale et symbolique est renforcée par les références explicites aux obligations du président et aux valeurs éthiques: la fidélité aux institutions, le respect de la Constitution et l'engagement pour le bien-être du peuple sont énoncés comme des normes incontournables, conférant au discours une force prescriptive et performative. Comme le note Fairclough (1992, p. 7274), les énoncés qui combinent légalité, morale et inclusion sociale ont pour effet de produire un consensus implicite, même en présence de désaccords ou de contestations latentes. Le serment devient ainsi un rituel stabilisateur, qui transforme la parole présidentielle en acte de légitimation incontestable.

Enfin, le serment fonctionne comme un instrument de ritualisation de l'autorité, selon une logique proche des analyses de Mbembe sur le pouvoir postcolo-

nial (2000, p. 4547). Dans cette perspective, les rituels politiques ne servent pas seulement à codifier la légalité: ils produisent du pouvoir symbolique, inscrivant le chef de l'État dans une continuité historique et morale. Le discours de Biya combine ainsi solennité, performativité et inclusion pour normaliser l'autorité présidentielle, stabiliser l'ordre politique et projeter une image de légitimité qui dépasse les simples procédures électorales.

Cette ritualisation s'appuie sur plusieurs éléments :

- Le cadre cérémoniel: la prestation de serment devant l'Assemblée nationale et la Cour suprême confère une solennité protocolaire qui amplifie la valeur performative de l'acte.
- La référence aux institutions: en citant l'article 7 et en mentionnant explicitement le rôle des assemblées, le président inscrit son action dans un système normatif reconnu.
- L'inclusion du peuple: le recours au « nous » mobilise symboliquement la population, transformant le serment en acte collectif.
- L'insistance sur les valeurs éthiques et morales: fidélité, responsabilité, solidarité et engagement pour le bien commun sont répétés pour renforcer la dimension symbolique et morale de l'autorité.

Par conséquent, la solennité et la performativité du serment présidentiel ne sont pas de simples ornements rhétoriques: elles constituent des mécanismes centraux de légitimation du pouvoir, en articulant droit, symbolique et moralité dans un acte unique. Ce rituel permet de reproduire la légitimité présidentielle, de stabiliser l'ordre politique et de projeter l'image d'un chef de l'État responsable et ancré dans les institutions.

B. La posture d'énonciation et l'ethos du chef d'État

L'analyse de la prestation de serment du 6 novembre 2025 impose de dépasser l'examen formel du contenu programmatique pour s'intéresser à la manière dont le président se présente en tant qu'énonciateur: posture, tonalité, choix pronominal, recours au récit personnel et aux références institutionnelles participent tous à la fabrication d'un ethos (c'est-à-dire d'une image de compétence, de légitimité morale et de fiabilité) qui vise à asseoir l'autorité du chef de l'État. L'étude de cette posture n'est pas accessoire: elle permet de comprendre comment la parole présidentielle produit des effets de sens et des effets de pouvoir, en jouant simultanément sur la crédibilité individuelle et sur l'appartenance collective (Bourdieu, 1982, p. 103-116; Fairclough, 1992, p. 68-74).

Dans le cas camerounais, le moment solennel du serment ne suffit pas à expliquer la réception sociale du pouvoir. Il faut aussi lire la stratégie énonciative: l'alternance entre « je » et « nous », l'évocation d'un passé gouverné (« comme je

l'ai fait par le passé ») et la mise en récit d'une continuité nationale servent à naturaliser la position présidentielle et à construire une relation symbolique entre le dirigeant et la nation. Ce travail d'incarnation est à la fois rhétorique et sociologique: la langue est employée comme instrument de pouvoir, transformant l'expérience personnelle du dirigeant en preuve de compétence et en garantie de stabilité (Bourdieu, 1982, p. 112).

Il importe aussi de lire cette posture à l'aune du contexte contemporain: l'élection d'octobre 2025, marquée par des contestations et une forte contestation locale et internationale (Reuters, 6 nov. 2025; AP, 6 nov. 2025), rend la construction d'un ethos crédible d'autant plus essentielle pour la reproduction de la légitimité. La rhétorique présidentielle vise alors à concilier deux exigences contradictoires: affirmer la continuité (stabilité, ordre, fidélité aux institutions) et donner des gages de renouveau (mobilisation des jeunes, promesse d'émergence). Cette double injonction se traduit par des choix langagiers précis (modalisation de la promesse, atténuation des conflits, appel à l'unité) qui seront l'objet d'une analyse détaillée.

Cette sous-partie se déploiera en deux mouvements complémentaires: Le chef d'État en garant de la continuité et de la légitimité, on y étudiera comment l'énonciation produit une autorité ancrée dans l'histoire institutionnelle et la compétence administrative (références constitutionnelles, rappel des réalisations passées, figures de responsabilité). Le discours comme construction identitaire et posture publique, on y examinera la fabrication d'une image présidentielle (formes narratives, appel à la diaspora, renvoi aux valeurs partagées), ainsi que les procédés qui convertissent une parole individuelle en autorité collective.

En mobilisant l'Analyse Critique du Discours (Fairclough, 1992) et les concepts de « masque du pouvoir » (Charaudeau, 2005) et de ritualisation postcoloniale (Mbembe, 2000), cette lecture cherchera à montrer, sans complaisance ni flagornerie, comment la posture d'énonciation fonctionne comme un instrument central de légitimation dans un contexte politique tendu et quels sont ses effets probables sur la perception sociale du pouvoir. La démarche conservera une distance analytique tout en restituant la dimension humaine et morale des énoncés présidentiels, en prenant en compte les réactions sociales rapportées par les sources contemporaines (Présidence de la République du Cameroun, 6 nov. 2025; Reuters, 6 nov. 2025).

1. Le chef d'État en garant de la continuité et de la légitimité

Le discours de prestation de serment du 6 novembre 2025 multiplie les références à la fidélité aux institutions, à la stabilité et au bien du peuple camerounais, autant de formules qui fonctionnent comme des marqueurs lexicaux de la continuité. En mobilisant ce triptyque rhétorique, Paul Biya s'inscrit dans une posture d'ethos présidentiel fondé sur l'expérience, la responsabilité et la per-

manence. Ces expressions, répétées à plusieurs reprises, ne sont pas anodines: elles participent d'une stratégie de naturalisation du pouvoir (Fairclough, 1992, p. 72-74), où la stabilité institutionnelle est présentée comme un impératif moral et politique. Le chef de l'État se met en scène comme le gardien du cadre républicain, celui dont la constance garantit la paix sociale et la continuité du destin national.

L'analyse critique du discours (ACD) permet de comprendre que cette rhétorique de la stabilité est performative et idéologique à la fois. Elle ne se contente pas d'énoncer la fidélité aux institutions: elle la produit discursivement, en transformant la loyauté politique en valeur éthique universelle. Van Dijk (1998, p. 69-75) souligne que ce type de discours mobilise des macro-stratégies discursives de légitimation, fondées sur la répétition, la moralisation et la création d'un consensus autour d'un bien commun supposé. Dans le contexte camerounais, cette rhétorique est d'autant plus signifiante qu'elle répond à une contestation latente de la légitimité électorale: en invoquant la fidélité et la stabilité, le locuteur efface symboliquement le conflit et reconstruit un cadre de cohésion nationale.

Le passage récurrent du discours « comme je l'ai fait par le passé » illustre clairement cette mise en récit de soi comme argument d'autorité. Selon Charaudeau (2005, p. 254-259), l'orateur politique construit son ethos en articulant le dire et le faire: il puise dans sa propre histoire politique pour garantir la crédibilité de ses promesses. En se référant à son expérience, Paul Biya ne cherche pas seulement à se présenter comme un dirigeant compétent; il se positionne comme mémoire vivante de l'État, témoin et acteur d'une temporalité politique qui transcende les contingences électorales. Le « je » du président s'élève ainsi au-dessus du temps politique ordinaire pour devenir un principe de continuité symbolique.

L'appel à la fidélité aux institutions remplit une fonction double. Sur le plan interne, il rassure les élites administratives et sécuritaires sur la stabilité de leurs positions; sur le plan externe, il adresse un signal diplomatique aux partenaires internationaux (France, Union européenne, Chine) en réaffirmant la prévisibilité de la politique camerounaise. Dans un contexte de mutations géopolitiques et de pressions sociales, cette stabilité devient un capital politique: elle permet au chef de l'État d'apparaître comme le pivot d'un système dont il est à la fois le garant et le produit (Bayart, 1989, p. 118-123).

Mais cette stratégie n'est pas exempte d'ambiguïtés. L'ethos de la continuité, tout en consolidant la figure présidentielle, tend à figer l'imaginaire politique. En ramenant toute légitimité à l'expérience passée, le discours marginalise les dynamiques de renouvellement et de pluralisme. Mbembe (2000, p. 45-48) montre que dans la postcolonie, la parole du dirigeant acquiert une valeur quasi mythologique: elle ne décrit pas seulement le réel, elle le constitue et le clôt, em-

pêchant l'émergence de récits alternatifs. Ainsi, le président ne se présente pas comme un candidat de rupture, mais comme l'incarnation même de l'État, un « père de la nation » dont la stabilité équivaut à celle du pays.

La rhétorique du bien du peuple camerounais, omniprésente dans le discours, renforce encore cette légitimation morale. En se plaçant du côté du bien collectif, le président efface les frontières entre la personne et la fonction, entre le dirigeant et la nation. Cette appropriation symbolique de la volonté générale relève d'une stratégie d'ethos paternaliste, typique des régimes où le pouvoir s'auto-présente comme un service rendu à la communauté (Mbembe, 2000, p. 53; Eboussi Boulaga, 1997, p. 211-215). L'autorité politique se trouve alors justifiée non par la compétition démocratique, mais par la capacité morale à maintenir la paix.

En somme, le discours de Paul Biya met en œuvre une grammaire de la légitimité par la durée. Le passé y sert de preuve, le présent de confirmation, et l'avenir de promesse. Cette logique rejoint ce que Bourdieu (1982, p. 110-112) appelle la « circularité de la légitimité »: le pouvoir se légitime en se réaffirmant lui-même, à travers des rites de parole qui transforment l'ancienneté en compétence et la permanence en vertu. La fidélité aux institutions devient alors une valeur absolue, qui justifie le pouvoir autant qu'elle le prolonge.

Derrière la solennité du ton et la sobriété des formules, le discours présidentiel du 6 novembre 2025 est donc moins un message programmatique qu'un exercice de ré-institutionnalisation. Il ne s'agit pas seulement d'affirmer une continuité administrative; il s'agit de ritualiser la transmission de soi à soi, de renouveler le lien symbolique entre le chef de l'État et le corps national. La stabilité, loin d'être une simple promesse, devient une valeur performative: dire la stabilité, c'est la produire, c'est maintenir l'ordre.

Ainsi, l'analyse critique du discours révèle que l'ethos du président n'est pas uniquement une construction linguistique: il s'agit d'une fabrique symbolique du pouvoir, où la mémoire du passé sert à légitimer la domination présente. Ce processus d'auto-légitimation, bien qu'efficace sur le plan discursif, pose la question de la temporalité politique: une continuité sans renouvellement peut-elle encore mobiliser un peuple jeune et en quête d'avenir ? C'est dans cette tension entre la parole du pouvoir et les attentes sociales que se joue, en filigrane, le véritable enjeu de ce rituel de serment.

2. Le discours comme construction identitaire et posture publique

Dans le discours présidentiel, le syntagme « peuple camerounais » occupe une place de pivot symbolique, rhétorique et politique. Sa récurrence n'est pas fortuite: elle opère comme un dispositif d'ancrage discursif, visant à transformer une relation verticale de domination en une relation horizontale de représen-

tation. En mobilisant le « peuple » comme référent constant — parfois comme interlocuteur direct, parfois comme entité abstraite (le président construit une image de soi à la fois protectrice et servante. Ce double mouvement) rassembler et servir — participe de ce que Ruth Amossy (2010, p. 65) appelle la *mise en scène de soi dans le discours*, c'est-à-dire la construction d'un ethos discursif orienté vers la captation de la confiance collective.

Ainsi, le locuteur-président ne se contente pas de s'adresser au peuple; il s'identifie à lui. Par des formules inclusives telles que « nous poursuivrons ensemble » ou « notre pays avance », le “je” présidentiel se dilue dans un “nous” collectif, performatif, qui cherche à transformer le public en partenaire symbolique de l'action politique. Cette fusion du sujet de l'énonciation et de l'objet de la légitimation illustre parfaitement la logique du *contrat de crédibilité* décrite par Dominique Maingueneau (2002, p. 57): le discours politique ne fonde sa validité que par la reconnaissance du public qu'il institue.

Ce recours constant au peuple traduit aussi une stratégie d'institutionnalisation du pouvoir. Comme le souligne Achille Mbembe, dans *De la postcolonie* (2000, p. 45-47), la mise en scène du rituel politique dans les régimes postcoloniaux africains vise à stabiliser symboliquement le pouvoir en l'inscrivant dans une continuité narrative et cérémonielle. L'évocation du peuple fonctionne alors comme une fiction performative: elle naturalise le pouvoir en le présentant comme le prolongement d'un vouloir collectif. Le chef ne gouverne plus par contrainte, mais au nom d'une unité nationale qu'il incarne discursivement.

Cette rhétorique de la représentation n'est pas anodine. Elle répond à un besoin de légitimation dans un contexte où la longévité politique du chef peut susciter des interrogations sur la vitalité démocratique. Le discours devient alors un instrument de *ré-identification du pouvoir*: il reformule sans cesse la relation entre gouvernant et gouvernés pour la maintenir sur le registre du consensus et de la fidélité. À travers la répétition du mot « peuple », le chef de l'État se fait garant de la continuité républicaine et du contrat social. Comme l'écrit Patrick Charaudeau (2005, p. 273), le discours politique « ne décrit pas la réalité; il la construit ». En se plaçant à la fois comme représentant et serviteur du peuple, le président reconstruit symboliquement le lien de légitimité autour de sa propre personne.

Par ailleurs, le caractère paternaliste du discours s'inscrit dans une tradition postcoloniale où le chef se veut simultanément père, guide et protecteur. On retrouve là la rhétorique du *rassembleur au-dessus des partis*: un ethos d'équilibre qui vise à transcender les clivages pour restaurer une unité nationale. Ce positionnement, toutefois, s'accompagne d'un effacement stratégique des voix discordantes: le “peuple” invoqué est un peuple homogène, symboliquement unifié, vidé de sa pluralité réelle. Cette réduction discursive, analysée par Teun A. van Dijk (1997, p. 19-21), participe d'une forme de *contrôle de la représentation*

sociale, où le discours du pouvoir dicte les contours mêmes de la communauté politique.

Ainsi, la convocation répétée du « peuple camerounais » dans le discours présidentiel fonctionne comme une manœuvre de légitimation circulaire: le chef s'appuie sur le peuple pour justifier son autorité, mais c'est lui-même qui, par le langage, définit ce qu'est le peuple. Le rituel du serment, la posture de serviteur et la rhétorique de l'unité concourent à réinscrire le pouvoir dans la durée, sous le signe de la continuité et du progrès.

En définitive, cette dynamique de re-légitimation par le discours participe d'un processus plus large de sacralisation du politique au Cameroun, où l'autorité se reproduit par le verbe et la mise en scène. Le peuple est simultanément source et objet du pouvoir, et le chef d'État, en se présentant comme son humble interprète, renforce en réalité la verticalité du régime.

C'est dans cette tension entre identification et domination, entre inclusivité et monopole symbolique, que se joue la véritable portée de la posture d'énonciation présidentielle. Cette analyse conduit logiquement à la seconde sous-partie: le discours comme construction identitaire et posture publique, où il s'agira d'examiner comment le langage, les gestes et les rituels discursifs du chef d'État façonnent une identité politique durable et une figure publique investie de sacralité

II. Le discours programmatique: légitimation par l'agenda politique

Dans les régimes où la stabilité du pouvoir prime sur l'alternance, le discours programmatique prend une dimension particulière: il ne s'agit pas tant d'annoncer un changement radical que de réinscrire la continuité dans une narration prospective. Au Cameroun, le discours d'investiture de Paul Biya s'inscrit pleinement dans cette logique. Il déploie un programme politique qui, tout en reprenant les marqueurs habituels de la « paix », de la « stabilité » et du « développement », sert avant tout à légitimer la permanence du leadership et à reconfigurer symboliquement l'avenir autour de la figure du chef. L'agenda politique devient alors un instrument rhétorique: il permet au président de se présenter non seulement comme garant de la continuité, mais aussi comme acteur de projection nationale, celui qui anticipe et oriente l'avenir collectif.

La performativité du discours programmatique réside dans cette capacité à naturaliser le pouvoir sous les traits du progrès et de la rationalité. Norman Fairclough (2001, p. 68) rappelle que le discours politique, en s'appropriant le langage du développement et de la modernité, tend à transformer des choix idéologiques en évidences discursives. Dans cette perspective, le programme présidentiel ne se lit pas seulement comme un plan d'action: il fonctionne comme une mise en ordre symbolique du réel, où les valeurs proclamées (démocratie, moralisation, émergence) jouent le rôle de piliers de légitimité.

Ce discours ne s'adresse pas uniquement à la nation; il vise aussi la communauté internationale. Par l'insistance sur la bonne gouvernance, la lutte contre la corruption et l'ouverture économique, il s'inscrit dans une grammaire globale de la respectabilité politique (Bayart, 2006, p. 123), destinée à montrer que le régime reste compatible avec les standards libéraux dominants. La scène d'énonciation dépasse ainsi le cadre national: elle articule le local et le global, la fidélité aux institutions nationales et la conformité aux attentes internationales.

Dans cette perspective, la parole présidentielle devient un espace de médiation entre l'ordre symbolique interne et l'ordre normatif international. À travers la construction d'un agenda politique articulé autour de la moralisation et de l'émergence, le discours se donne les apparences d'une modernité apaisée: un équilibre entre le respect de la tradition et la promesse de transformation. Cette tension, analysée par Jean-François Bayart (1989) sous la notion de *politique du ventre*, révèle une stratégie de légitimation où la rhétorique du changement sert avant tout à consolider la continuité du pouvoir.

L'agenda politique présidentiel s'appuie également sur une temporalité circulaire, caractéristique des régimes postcoloniaux. Chaque mandat s'ouvre par la réaffirmation des mêmes promesses (croissance, justice, cohésion) reformulées dans un lexique modernisé. Comme l'observe Achille Mbembe (2000, p. 102), cette répétition rituelle produit une illusion de mouvement: « le futur est toujours annoncé, jamais atteint ». Le discours d'investiture, dès lors, devient une liturgie politique, une scène où l'on performe la transformation sans en modifier les structures.

Mais la force de ce discours tient aussi à sa capacité à articuler des valeurs morales et économiques dans une même logique de légitimation. La moralisation de la vie publique, souvent présentée comme un impératif national, se double d'une promesse de renaissance économique. Ce couplage des registres éthiques et technocratiques permet au président d'incarner à la fois la figure du sage moral et du réformateur pragmatique. C'est dans cette articulation que se joue la crédibilité du programme: la moralité fonde la confiance, tandis que le développement justifie la compétence.

Ainsi, le discours programmatique remplit une triple fonction : Il stabilise le pouvoir en le liant à une vision collective du futur; Il légitime la continuité en inscrivant le présent dans une narration progressiste; Il internalise les normes internationales tout en préservant la souveraineté du discours national.

Cette construction discursive, à la fois performative et stratégique, se décline autour de deux grands axes que nous examinerons successivement: La démocratie, la moralisation et l'ordre social, où l'agenda politique fonctionne comme instrument de régulation symbolique et de consolidation du pouvoir moral; Le développement économique et l'ouverture internationale: la promesse d'émer-

gence, où le discours de modernité et de compétitivité mondiale devient une ressource de légitimation politique et de projection d'autorité.

A. La démocratie, la moralisation et l'ordre social

Dans la logique du discours d'investiture du 6 novembre 2025, la démocratie et la moralisation apparaissent comme les deux piliers discursifs de la légitimation du pouvoir. Ces thématiques, loin d'être nouvelles dans le répertoire présidentiel camerounais, sont réactivées à chaque prestation de serment comme des signifiants de stabilité politique et de cohésion nationale. Leur fonction est double: elles permettent de naturaliser la continuité institutionnelle tout en reformulant l'image du pouvoir sous le signe du progrès moral et démocratique. Autrement dit, la démocratie et la moralisation ne renvoient pas ici à une transformation des rapports de pouvoir, mais à une mise en scène de la vertu gouvernementale.

Ce registre moral et politique s'inscrit dans un contexte de défiance généralisée. Les scandales de corruption, la crise économique et les inégalités sociales fragilisent la légitimité du régime. Face à cela, le président se présente comme le garant de l'ordre social et du redressement éthique, reprenant la rhétorique du « renouveau moral » déjà mobilisée dans les années 1990. Dans la tradition du discours politique camerounais, cette moralisation s'apparente à ce que Charaudeau (2005, p. 254) appelle « la scénarisation du pouvoir »: une mise en récit de la responsabilité, où le chef de l'État se pose en père bienveillant mais ferme, chargé de restaurer les valeurs et de maintenir la cohésion nationale.

Sur le plan discursif, la séquence consacrée à la démocratie et à la moralisation joue un rôle d'ancrage éthique. Comme le note Fairclough (1992, p. 75), la fonction idéologique du discours politique est de produire des « évidences morales » qui justifient l'ordre établi. L'appel à la moralité n'est donc pas un simple vœu pieux: il agit comme un dispositif de légitimation, où l'autorité politique se présente comme l'incarnation même du bien commun. Par le choix du lexique (« paix », « stabilité », « devoir », « engagement », « citoyenneté responsable »), le président reconstruit la figure du pouvoir comme garante d'une communauté éthique.

Cette dimension morale du discours s'articule à une conception pragmatique et graduelle de la démocratie, qui se veut adaptée aux « réalités camerounaises ». Paul Biya y réaffirme sa foi en un modèle de démocratie « apaisée » et « progressive », opposée aux ruptures brutales et aux expérimentations politiques jugées « importées ». Cette rhétorique, analysée par Bayart (1989, p. 212) sous la notion de *ruse politique*, permet de justifier la lenteur du changement institutionnel au nom de la prudence et de la spécificité nationale.

Le discours d'investiture articule ainsi trois niveaux de légitimation :

- Politique, par la réaffirmation de la démocratie encadrée ;
- Morale, par la référence à la responsabilité et à la lutte contre la corruption ;
- Sociale, par la promesse de stabilité et d'ordre.

Ces registres forment un triptyque cohérent: la démocratie assure la stabilité, la moralisation restaure la confiance, et l'ordre social garantit la continuité. Cette architecture discursive, typique du langage présidentiel camerounais, s'apparente à ce que Van Dijk (1998, p. 31) décrit comme une « stratégie de gestion symbolique du pouvoir », où les mots deviennent des instruments de gouvernance.

L'analyse qui suit mettra en évidence ces logiques à travers deux sous-parties complémentaires: Démocratie progressive et institutions nouvelles, qui examine la construction d'un modèle démocratique spécifique fondé sur la continuité institutionnelle et la prudence réformatrice; Moralisation de la vie publique: corruption et responsabilité individuelle, qui analyse la manière dont le discours mobilise la morale comme ressource politique et narrative pour renforcer la légitimité présidentielle.

1. Démocratie progressive et institutions nouvelles

Le discours d'investiture du 6 novembre 2025 valorise ostensiblement les institutions parlementaires (en particulier l'Assemblée nationale et le Sénat) ainsi que la décentralisation, présentées comme les signes tangibles de la maturation démocratique du Cameroun. En saluant « la solidité de nos institutions » et « la marche irréversible vers la démocratie », Paul Biya se place dans la continuité d'un récit institutionnel construit depuis les années 1990: celui d'une démocratie graduelle, enracinée, ordonnée. Cette rhétorique, qui semble célébrer l'enracinement démocratique, constitue en réalité une stratégie discursive de légitimation, où la consolidation du pouvoir s'enrobe du langage du pluralisme et de la participation.

L'analyse linguistique et argumentative révèle que cette célébration des institutions n'équivaut pas à une remise en question du modèle présidentieliste dominant. En insistant sur la stabilité institutionnelle, le président naturalise la prééminence de l'exécutif, tout en conférant une visibilité symbolique aux autres organes de l'État. Le Parlement et le Sénat sont évoqués comme des partenaires, non comme des contre-pouvoirs; leur existence conforte la légitimité du régime plus qu'elle ne le limite. Comme l'écrit Norman Fairclough (1995, p. 88), « les pratiques discursives du pouvoir reposent sur la production d'un consensus apparent, qui dissimule les asymétries structurelles ». Ainsi, la référence aux ins-

titutions opère une double fonction: rassurer sur la normalité démocratique et neutraliser toute contestation par l'affirmation d'un cadre légal et représentatif.

Sur le plan symbolique, cette rhétorique s'inscrit dans un processus que Patrick Charaudeau (2005, p. 263) qualifie de « mise en scène de la légitimité »: le pouvoir se raconte à lui-même son propre respect de la loi, érigeant l'acte de gouverner en rituel de conformité. Dans le discours de Biya, l'évocation du Sénat (institution mise en place tardivement en 2013) devient un signe de fidélité aux engagements constitutionnels, preuve que la démocratie camerounaise « avance à son rythme ». Le registre temporel est crucial: le chef de l'État parle d'un cheminement, d'une progression, jamais d'une rupture. Cette temporalité contrôlée fonde la crédibilité de la « démocratie progressive »: elle se veut protectrice contre les excès de la modernité politique et les désordres de la pluralité.

Cette conception du progrès démocratique se retrouve dans plusieurs contextes africains où la légitimation du pouvoir par le discours démocratique repose moins sur la transformation des pratiques que sur leur justification narrative. Sithole, Nguijil et Micozzi (2024, p. 17) observent que, dans nombre de régimes postcoloniaux, la référence à la démocratie fonctionne comme une « ressource discursive de stabilité », permettant au pouvoir d'intégrer le vocabulaire libéral sans en assumer la logique concurrentielle. Autrement dit, le discours démocratique devient un instrument de préservation hégémonique, une manière d'actualiser le pouvoir autoritaire sous des formes modernisées.

Cette lecture s'applique pleinement au cas camerounais: le président se positionne en gardien des institutions, garant de leur bon fonctionnement et de leur cohésion. Mais cette posture s'accompagne d'une mise à distance des dynamiques de pluralisme effectif. L'Assemblée nationale et le Sénat apparaissent dans le discours comme des relais du projet présidentiel plutôt que comme des lieux de délibération autonome. L'ethos présidentiel s'y construit autour d'une rationalité paternelle: le chef de l'État, fort de son expérience, guide des institutions qu'il a lui-même façonnées. Cette scénarisation du pouvoir, au sens de Charaudeau, transforme la démocratie en théâtre de la responsabilité: le président dirige, les institutions accompagnent, le peuple approuve.

Par ailleurs, la décentralisation – présentée comme un axe majeur de la démocratie locale – est convoquée dans le discours sous une forme ambivalente. Si elle est exaltée comme outil de rapprochement entre l'État et les citoyens, elle demeure subordonnée à la supervision centrale. Ce paradoxe illustre ce que Jean-François Bayart (1989, p. 224) décrit comme la *politique du ventre*, où les réformes administratives, tout en promettant la participation, reconduisent les réseaux de dépendance et de clientélisme. La décentralisation devient ainsi un rituel de modernité, dont la fonction première est symbolique: manifester la bonne gouvernance sans redistribuer réellement le pouvoir.

Dans la continuité des travaux de Van Dijk (1998, p. 112) sur le discours institutionnel, on peut considérer que cette rhétorique de la démocratie progressive s'inscrit dans un registre de normalisation cognitive: elle vise à stabiliser la perception de la légitimité en l'associant à la patience et à la prudence. Le pouvoir se présente comme une entreprise de raison et de mesure, par opposition aux élans populistes ou révolutionnaires. Cette rationalisation du pouvoir, soutenue par la syntaxe modalisante (« nous continuerons », « nous veillerons », « nous renforcerons »), contribue à construire l'image d'un État adulte, responsable, où la lenteur devient synonyme de sagesse.

Enfin, la référence répétée au « peuple camerounais » sert d'ancrage populiste minimal. Le peuple, acteur collectif abstrait, est invoqué comme bénéficiaire de la démocratie sans jamais être décrit comme son moteur. Cette inversion du rapport de souveraineté (où le pouvoir parle au nom du peuple plutôt que le peuple par lui-même) renvoie à ce que Mbembe (2000, p. 49) nomme la « mise en spectacle du politique » dans les régimes postcoloniaux: un espace où la représentation symbolique supplante la participation réelle.

Ainsi, loin d'annoncer une refondation démocratique, le discours d'investiture de Paul Biya reconduit le paradigme d'une démocratie régulée, façonnée par la prudence et le contrôle. Le lexique de la modernisation institutionnelle masque la centralisation du pouvoir; la célébration de la décentralisation traduit moins une ouverture qu'une stratégie de diffusion verticale de la légitimité. Cette tension entre discours de progrès et reproduction du statu quo constitue le cœur de la rhétorique présidentielle camerounaise.

2. Moralisation de la vie publique: corruption et responsabilité individuelle

Le registre de la moralisation dans le discours présidentiel camerounais revêt une dimension stratégique, à la fois politique et symbolique. En dénonçant la fraude, la corruption et la conduite inadmissible de certains citoyens, le chef de l'État s'érige en arbitre moral d'une société en crise, positionnant la rectitude éthique comme condition de la stabilité nationale. Cependant, cette rhétorique opère une dépolitisation subtile des problèmes structurels: les causes systémiques de la corruption, liées à l'opacité des institutions, à la concentration du pouvoir exécutif et à la faiblesse du contrôle parlementaire, sont occultées au profit d'un discours centré sur la moralité individuelle. Ainsi, le vice est présenté comme un manquement personnel et non comme le symptôme d'un dysfonctionnement politique.

La moralisation de la vie publique au Cameroun s'inscrit dans une tradition discursive ancienne, déjà perceptible dans le slogan de la « rigueur et moralisation » qui marqua le début du règne de Paul Biya en 1982. Cette référence récurrente fonctionne comme un marqueur identitaire du régime, un fil narratif

qui traverse les décennies et confère au président une posture de gardien des valeurs civiques. Selon Van Dijk (1998, p. 73), les discours politiques s'appuient souvent sur des valeurs morales partagées pour renforcer l'adhésion à l'ordre établi: « les valeurs sociales, quand elles sont présentées comme naturelles, servent à légitimer les relations de pouvoir ». En ce sens, l'appel à la probité publique et à la responsabilité individuelle s'inscrit dans une stratégie de persuasion morale qui vise moins à transformer les structures qu'à reproduire le système de domination existant.

La moralisation devient alors un outil de gouvernementalité au sens foucauldien: elle encadre les comportements des citoyens, fixe les normes de respectabilité et délègue la gestion du bien commun à la conscience morale de chacun. Cette approche psychologisante permet au pouvoir de se décharger de la responsabilité systémique, tout en légitimant l'ordre hiérarchique. Comme le note Bayart (2006, p. 229), la rhétorique morale dans les États postcoloniaux africains « sert souvent à reconstituer une hégémonie symbolique là où la légitimité politique est contestée ».

Le discours sur la corruption constitue un champ rhétorique ambigu. D'un côté, il traduit la reconnaissance officielle d'un mal endémique; de l'autre, il sert de prétexte moral à la centralisation du pouvoir. En insistant sur la nécessité de « sanctionner les déviances » et de « promouvoir la transparence », le président réaffirme sa fonction régulatrice: il se présente comme celui qui voit, qui juge et qui corrige. Cette mise en scène de la vigilance morale participe de ce que Fairclough (2003, p. 66) appelle la performativité du discours politique, où l'énonciation elle-même agit symboliquement pour réaffirmer l'autorité.

Or, cette régulation morale s'accompagne rarement d'une réforme institutionnelle réelle. Les campagnes de lutte contre la corruption (telles que l'opération Épervier, souvent perçue comme sélective) renforcent davantage la peur du pouvoir que la confiance dans la justice. Elles permettent au régime de redéfinir les loyautés et de neutraliser les adversaires politiques sous couvert de moralisation. Dans cette logique, la lutte contre la corruption devient un instrument de contrôle politique, non une véritable politique publique d'éthique administrative. Nyamnjoh (2011, p. 54) observe à ce propos que « les régimes autoritaires africains se réinventent moralement pour masquer leur incapacité à se réformer institutionnellement ».

Un des effets majeurs de ce discours moral est le déplacement du blâme: les maux de l'État sont attribués à la faiblesse morale des individus, non aux failles du système. Le lexique présidentiel insiste sur la discipline, la probité, la responsabilité personnelle, évitant soigneusement de questionner la culture de l'impunité ou l'inefficacité des organes de contrôle. Ce cadrage discursif opère ce que Bourdieu (1991, p. 168) nomme une violence symbolique: il naturalise l'inégalité

entre gouvernants et gouvernés en attribuant les dérèglements collectifs à la défaillance des consciences.

Dans le contexte camerounais, cette individualisation du mal public permet au régime de maintenir un monopole de la moralité politique. Le président se présente comme le seul dépositaire de la vertu nationale; les citoyens, eux, doivent s'amender. Cette dissymétrie du discours produit une moralisation descendante, où l'État sermonne la société sans s'appliquer les mêmes exigences. Eboussi Boulaga (1997, p. 203) relevait déjà ce paradoxe dans la culture politique camerounaise: « Le pouvoir, en se posant en maître moral, s'exempte du jugement moral. »

La moralisation du discours présidentiel s'accompagne d'une rhétorique de l'ordre: les appels à la discipline, au travail, à la paix sociale, constituent autant de règles implicites de comportement civique. Le président invoque la stabilité comme valeur suprême, plaçant l'obéissance et la loyauté au-dessus de la contestation démocratique. Cette valorisation de l'ordre renvoie à la vision paternaliste du pouvoir postcolonial où l'État se veut à la fois éducateur et protecteur.

Dans cette perspective, la moralisation devient un substitut à la démocratisation: elle offre un horizon d'amélioration morale sans bouleversement institutionnel. Chabal et Daloz (1999, p. 43) avaient déjà montré que les régimes africains privilégient souvent la « politique de la convenance morale » à la construction de la citoyenneté critique. Ainsi, en promouvant la moralisation de la société, le discours présidentiel renforce la verticalité du pouvoir: la vertu est imposée d'en haut, l'obéissance devient la norme de la respectabilité civique.

Au-delà de sa dimension disciplinaire, la moralisation contribue à forger une mythologie politique: celle du président intègre qui lutte contre les déviations de son entourage pour préserver le bien commun. Cette mise en scène du pouvoir vertueux nourrit un imaginaire du « bon gouvernement », où la réussite du régime dépend moins des institutions que de la vertu du chef. Le discours devient alors performatif: il produit la croyance dans la moralité du pouvoir.

Cependant, cette construction symbolique repose sur un paradoxe fondamental. Tandis que le président en appelle à la rigueur, l'environnement politique reste marqué par le népotisme, les détournements et la cooptation. Cette discordance entre la parole et la pratique mine la crédibilité du message moral. Comme le note Tonda (2023, p. 112), les régimes africains contemporains « gèrent la contradiction entre éthique et pouvoir en transformant la morale en spectacle ». La moralisation cesse alors d'être un projet politique pour devenir un rituel discursif, réaffirmé à chaque discours d'investiture ou de fin d'année.

Ainsi, la moralisation de la vie publique, loin d'être une simple exhortation éthique, s'inscrit dans une économie morale du pouvoir où le président se po-

sitionne à la fois comme juge, guide et garant de la vertu nationale. Ce registre, en apparence apolitique, constitue un mécanisme de légitimation fondé sur la verticalité, la stabilité et la réaffirmation symbolique du contrôle.

Mais cette rhétorique morale, saturée de références à la discipline et à la probité, ouvre aussi la voie à un nouveau registre discursif: celui du développement, de la prospérité et de la modernisation. C'est sur cette promesse d'un ordre moral prolongé dans l'ordre économique que se construit la seconde dimension du discours programmatique: le développement économique et l'ouverture internationale, autrement dit, la promesse d'émergence.

B. Développement économique et ouverture internationale: la promesse d'émergence

Le discours d'investiture du président Paul Biya, à l'instar des précédents, se clôt sur un registre programmatique tourné vers l'avenir, où la prospérité économique, la modernisation des infrastructures et l'ouverture internationale s'imposent comme les piliers du récit national. Ce passage, hautement performatif, cherche à transformer la légitimité politique (fondée sur la longévité et la stabilité) en légitimité développementale, selon la logique décrite par Bayart (2008, p. 301) où les régimes postcoloniaux s'efforcent de faire du développement un mythe mobilisateur plutôt qu'un projet de transformation effective. Le président convoque ici une rhétorique de l'action et de la promesse, qui vise à projeter le Cameroun vers un horizon d'émergence, notion devenue, depuis le début des années 2010, un leitmotiv politique et idéologique (Sindjoun, 2014). Ce lexique de l'émergence remplit plusieurs fonctions: il structure un imaginaire collectif d'espérance, il justifie la continuité du pouvoir, et il inscrit le régime dans la temporalité mondiale du progrès et de la compétitivité.

Pourtant, cette orientation économique et internationale ne traduit pas une rupture profonde avec les logiques antérieures: elle recompose la légitimation du pouvoir autour de la performance économique, tout en reconduisant les fondements symboliques de la stabilité politique. Le discours présidentiel met ainsi en scène une dialectique du mouvement et de la permanence, du changement proclamé et du système maintenu. En ce sens, la promesse d'émergence, tout en affirmant l'ouverture du Cameroun à la mondialisation, reste tributaire d'une économie morale du pouvoir centrée sur la continuité, la prudence et la loyauté institutionnelle.

Cette partie analysera donc la construction de ce récit économique à deux niveaux: d'une part, l'économie comme horizon où agriculture, énergie et infrastructures deviennent les lieux symboliques du progrès; d'autre part, la stabilité postcoloniale du régime, qui transforme le développement en instrument de légitimation politique et symbolique.

1 . L'économie comme horizon: agriculture, énergie, infrastructures

Le discours présidentiel met en exergue un imaginaire du développement centré sur la matérialité: routes, barrages, champs, ports, universités. Ces éléments, plus que de simples priorités techniques, traduisent une mise en scène du pouvoir producteur, capable de transformer le territoire et d'inscrire son action dans la durée. Foucault (2004, p. 105) rappelait que le gouvernement moderne se légitime par sa capacité à administrer la vie, à produire et à maintenir. Dans cette perspective, l'économie devient le langage de la puissance et de la pérennité.

L'appel présidentiel à renforcer le secteur agricole s'inscrit dans une tradition ancienne: depuis les années 1980, l'agriculture est présentée comme le socle du développement national, tant pour des raisons économiques que politiques. Le président évoque la nécessité de « moderniser les méthodes », de « soutenir les jeunes agriculteurs », et de « valoriser les potentialités rurales ». Ce vocabulaire emprunte au lexique de la modernisation technocratique, mais il masque la persistance d'une économie extrêmement dépendante des cycles climatiques, du secteur informel et de la rente extractive.

Selon Tchouassi (2022, p. 48), le discours sur la modernisation agricole au Cameroun « fonctionne comme un outil de captation symbolique », plus que comme un véritable levier de transformation structurelle. En d'autres termes, l'agriculture devient un symbole de promesse et de stabilité, un terrain discursif où le chef d'État rappelle son attachement au monde rural (base historique de sa légitimité politique) tout en maintenant le pays dans une économie semi-agricole, peu industrialisée.

Le discours s'appuie ensuite sur une rhétorique de la grandeur matérielle, où les barrages hydroélectriques, les routes et les ports deviennent les icônes visuelles de l'action publique. La performativité du discours tient ici à la capacité du chef à nommer et à promettre, acte de langage qui produit une forme d'anticipation collective. Comme le souligne Fairclough (2003, p. 97), le discours politique crée des réalités institutionnelles en configurant le futur comme un fait déjà en marche.

Le président cite ainsi les projets structurants (Lom Pangar, Kribi, Nachtigal) non seulement comme preuves de réussite, mais aussi comme emblèmes de souveraineté. Cette insistance sur les infrastructures traduit une conception verticale et monumentaliste du développement, où la visibilité des chantiers prime sur leur impact social. Dans un contexte où la communication politique valorise le spectaculaire, le discours sur les infrastructures participe à la spectacularisation du pouvoir (Tonda, 2023, p. 134).

Toutefois, cette monumentalisation économique s'accompagne d'un silence sur les inégalités territoriales et la pauvreté structurelle. Les indicateurs récents de la Banque mondiale montrent un taux de pauvreté stagnante autour de 37 %, malgré les investissements publics massifs (World Bank, 2023). Ce décalage entre l'énonciation triomphale et la réalité socio-économique révèle la fonction performative du discours: produire de la croyance et non nécessairement du changement.

Enfin, le mot « émergence » agit comme un signe total, une promesse politique, morale et spirituelle. Il construit une temporalité orientée vers 2035, qui transforme le futur en horizon de foi collective. Mbembe (2017, p. 91) parle à ce propos d'un « temps messianique du développement », où le pouvoir politique s'érige en rédempteur du sous-développement. Le discours de Biya s'inscrit pleinement dans cette logique: l'émergence n'est pas seulement un programme économique, mais un mythe de salut national, une réponse à la lassitude politique et sociale.

2 . Le régime dans la postcolonie: stabilité, continuité, légitimation symbolique

Si la première dimension du discours repose sur la projection économique, la seconde s'attache à rendre intelligible la permanence du pouvoir. Le développement y est présenté comme la conséquence naturelle de la stabilité politique, elle-même fruit de la sagesse du régime. Le président déclare ainsi que « la paix est le préalable au développement » (formule récurrente dans le répertoire discursif du RDPC) qui fait de la stabilité un capital politique et de la longévité un gage d'efficacité.

Le discours met en scène un paradoxe performatif: le changement promis dépend de la stabilité existante. Cette articulation entre réforme et continuité est un procédé classique de la rhétorique autoritaire, que Hermet (2010, p. 142) décrit comme la stratégie du « changement sans changement ». En associant paix et développement, Biya transforme l'absence de transformation politique en condition de la prospérité économique.

Cette logique renvoie à ce que Mbembe (2000, p. 45) appelle la « postcolonie », espace où la répétition et la permanence constituent les fondements de la domination symbolique. L'économie, dans cette perspective, devient un instrument de gouvernementalité: elle légitime le pouvoir non par sa réussite, mais par sa capacité à promettre sans rupture. La « stabilité » devient ainsi la valeur cardinale d'un régime qui se reproduit en se présentant comme le seul garant de la cohésion nationale.

L'invocation de l'ouverture au monde sert de vecteur de reconnaissance extérieure et d'intégration symbolique du Cameroun dans la communauté inter-

nationale. Le discours évoque la coopération avec les partenaires traditionnels (France, Chine, Banque mondiale), l'appartenance à la CEMAC et à l'Union africaine. Cette diplomatie économique se veut pragmatique et inclusive, mais elle renforce également la position néo-patrimoniale du régime, qui instrumentalise les alliances pour consolider sa légitimité interne.

Selon Fombad (2023, p. 19), la politique extérieure camerounaise est « moins un outil de projection géostratégique qu'un dispositif de reconnaissance du pouvoir en place ». L'ouverture internationale, dans le discours présidentiel, ne traduit donc pas une réelle redistribution du pouvoir global, mais une stratégie de consolidation du prestige interne par la validation externe.

Au terme du discours, la promesse d'émergence apparaît comme un contrat moral entre le président et le peuple, où la loyauté politique est échangée contre la promesse de prospérité. Cette dynamique correspond à ce que Mouiche (2021, p. 78) nomme une « économie du consentement »: les citoyens sont invités à croire, à espérer et à patienter, dans un horizon toujours différé.

La rhétorique présidentielle, tout en se drapant dans la modernité, reproduit ainsi les structures discursives du pouvoir postcolonial: ritualisation, centralisation, et sacralisation du chef. La performativité du langage présidentiel réside dans sa capacité à faire croire à la continuité comme promesse de progrès, à inscrire la durée dans la dynamique du changement.

Le discours sur le développement et l'ouverture internationale apparaît ainsi comme une prolongation du serment moral et institutionnel, où la prospérité promise sert de miroir à la stabilité proclamée. Ce registre économique, saturé de symboles et d'anticipations, ne saurait être compris sans la dimension rituelle de la parole politique en postcolonie: le président parle pour maintenir l'ordre, pour faire durer le temps et pour transformer le futur en justification du présent.

Conclusion générale

L'analyse du discours de prestation de serment du président Paul Biya, prononcé le 6 novembre 2025, met en évidence la complexité des mécanismes de légitimation politique dans un contexte postcolonial. Ce discours ne se limite pas à une formalité institutionnelle: il constitue un moment de ritualisation performative, où le chef de l'État, par la parole, actualise son autorité, sacralise sa fonction et réaffirme la continuité de l'ordre politique existant. La solennité du serment, l'invocation répétée des institutions, la référence au peuple camerounais et la mobilisation d'un « nous » inclusif participent à fabriquer un ethos présidentiel crédible, fondé sur l'expérience, la stabilité et le rôle de garant du développement.

Sur le plan discursif, l'étude montre que le pouvoir se légitime par un mélange de rituel, de programme politique et de moralisation sociale. Le recours à la

Constitution, aux valeurs de fidélité et de responsabilité, ainsi qu'aux références au progrès économique et à l'ouverture internationale, fonctionne comme une triple stratégie de légitimation :

- Institutionnelle, par la référence au cadre légal et aux institutions,
- Symbolique, par la mise en scène de la continuité, de la stabilité et de la paix,
- Programmatique, par la promesse de développement économique, de modernisation et de prospérité collective.

Cette articulation permet de comprendre que le discours présidentiel ne crée pas une rupture, mais qu'il reproduit un ordre politique durable, fondé sur la centralisation du pouvoir et la ritualisation de l'autorité. Selon Mbembe (2000, p. 45), la postcolonie repose sur des régimes qui conjuguent symbolique, durée et performativité du pouvoir: le discours de Biya s'inscrit pleinement dans cette logique. De même, Fairclough (1992, p. 72) rappelle que la parole politique tend à naturaliser la position dominante, en construisant un imaginaire de consensus et d'efficacité.

L'étude a également montré que la promesse de développement et l'ouverture internationale sont mobilisées comme véhicules de légitimité morale et symbolique, plus que comme instruments de transformation sociale radicale. Les références à l'agriculture, aux infrastructures, à l'énergie et à l'émergence fonctionnent comme icônes performatives (Austin, 1962): elles matérialisent l'action du chef d'État, mais servent surtout à projeter l'image d'un régime compétent et visionnaire. Le discours transforme ainsi la temporalité politique: le futur devient justification du présent et outil de stabilisation du pouvoir.

En synthèse, le discours de prestation de serment de 2025 illustre la cohabitation entre ritualisation, performativité et légitimation programmatique. La continuité institutionnelle, la moralisation sociale et la promesse de développement constituent un ensemble cohérent, qui renforce la position du chef de l'État dans la postcolonie camerounaise. La rhétorique présidentielle agit comme un « masque du pouvoir » (Charaudeau, 2005, p. 256), à la fois protecteur et mobilisateur, capable de transformer la parole en action symbolique et politique.

Ainsi, cette étude contribue à la compréhension des liens entre langage, pouvoir et légitimité en Afrique postcoloniale, tout en soulignant la nécessité de croiser les approches discursives, politiques et socio-économiques pour rendre compte de la complexité des régimes contemporains.

Bibliographie indicative

- Austin, J. L. (1962). *How to Do Things with Words*. Oxford: Clarendon Press,
- Charaudeau, P. (2005). *Le discours politique*. Paris: Armand Colin,
- Fairclough, N. (1992). *Discourse and Social Change*. Cambridge: Polity Press,
- Mbembe, A. (2000). *De la postcolonie*. Paris: Karthala,
- Van Dijk, T. A. (1998). *Ideology: A Multidisciplinary Approach*. London: Sage,
- Sithole, M., Nguijol, J., & Micozzi, F. (2024). *Democracy and Legitimacy in Sub-Saharan Africa*. London: Routledge,
- Charaudeau, P., & Maingueneau, D. (2002). *Dictionnaire d'analyse du discours*. Paris: Seuil,
- Fowler, R. (1991). *Language in the News: Discourse and Ideology in the Press*. London: Routledge,
- van Leeuwen, T. (2008). *Discourse and Practice: New Tools for Critical Discourse Analysis*. Oxford: Oxford University Press, .
- Meyer, M., & Wodak, R. (2001). *Methods of Critical Discourse Analysis*. London: Sage,
- Cohen, A., & Odhiambo, A. (2019). *Rituals and Power in Contemporary Africa*. Cambridge: Cambridge University Press,
- Gros, F. (2015). *La parole politique et ses effets*. Paris: Presses Universitaires de France,
- Bayart, J.-F. (1993). *L'État en Afrique: La politique du ventre*. Paris: Fayard,
- Nyamnjoh, F. B. (2005). *Africa's Media: Democracy, Governance and the Public Sphere*. London: Zed Books,
- Foucault, M. (1975). *Surveiller et punir: Naissance de la prison*. Paris: Gallimard,
- Habermas, J. (1981). *The Theory of Communicative Action*. Boston: Beacon Press,
- Glissant, É. (1990). *Poétique de la Relation*. Paris: Gallimard, .
- Bourdieu, P. (1991). *Language and Symbolic Power*. Cambridge: Harvard University Press,

